

Présence prévue

Nombre de bureaux	7
Total personnel	91
Effectif international	36
Effectif national	48
Volontaires des Nations Unies	7

Le plan 2015 en bref*

538 000	Personnes relevant de la compétence du HCR
51,4 millions de dollars E.-U.	Besoins financiers globaux
15 500	Ménages réfugiés et déplacés ayant besoin d'une aide dans le secteur des abris
2 528	Enfants réfugiés enregistrés ciblés pour être inscrits à l'école primaire
61 825	Ménages ayant besoin d'articles ménagers et de première nécessité

* Tous les chiffres sur les personnes relevant de la compétence du HCR se réfèrent à des projections pour la fin 2015 réalisées à partir d'informations disponibles au moment de la planification (mi-2014).

| Aperçu |

Environnement opérationnel

- Les coups d'état militaires et les rébellions qui se sont succédé par le passé en République centrafricaine (RCA) ont causé une crise économique prolongée dans le pays et ont eu des effets préjudiciables sur la capacité des institutions nationales à offrir des services et une protection à la population. La crise humanitaire actuelle fait suite à deux années de conflits politiques qui ont débouché sur une grande instabilité et des violences généralisées, perpétrées par deux factions antagonistes.
- Depuis le mois de décembre 2013, environ 25 pour cent de la population centrafricaine a été déplacée à l'intérieur du territoire par le conflit qui a créé une profonde fracture ethnico-religieuse dans le pays. Au plus fort des troubles, début 2014, plus de 930 000 personnes étaient déplacées. Plus de la moitié de la population a encore besoin d'une aide humanitaire. Parallèlement, ce conflit a eu des répercussions régionales, plus de 190 000 réfugiés centrafricains ayant fui au Cameroun, au Congo, en République démocratique du Congo (RDC) et au Tchad depuis le mois de décembre 2013.
- En août 2014, environ 508 000 personnes étaient toujours déplacées en RCA – un total en baisse par rapport aux chiffres précédents – et l'afflux de réfugiés dans les pays limitrophes s'était stabilisé. Cependant, de violents affrontements quotidiens continuent de déplacer, par milliers, des personnes qui ont déjà des conditions de vie désastreuses. Les factions opposées contrôlent

de vastes secteurs et les groupes armés se scindent, de sorte que la situation est de plus en plus complexe et imprévisible.

- La présence de groupes armés affecte et limite les interventions humanitaires. Le pillage des entrepôts et des convois d'aide, les menaces contre les humanitaires et l'insécurité générale empêchent les acteurs humanitaires de se déployer pleinement dans les zones rurales et peuvent entraîner une

suspension temporaire de leurs activités.

- L'arrivée de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), destinée à remplacer la force de l'Union africaine, en septembre 2014, aura certes un effet stabilisateur mais son déploiement intégral devrait prendre du temps. À terme, la présence de la mission devrait

créer les conditions nécessaires au renforcement des institutions gouvernementales, ce qui conduira au rétablissement des services essentiels.

- La crise en cours a eu des répercussions sur les réfugiés, principalement congolais (RDC) et soudanais, quelque 6 000 réfugiés congolais ayant choisi de rentrer dans leur pays ; cependant, la position du Gouvernement vis-à-vis de l'asile demeure constructive.

Personnes relevant de la compétence du HCR

En 2015, le HCR prévoit de soutenir les groupes suivants en RCA : les centaines de milliers de personnes déplacées dans le pays depuis 2013 en raison des combats intercommunautaires ; les réfugiés et demandeurs d'asile de diverses nationalités qui sont accueillis à Bangui ; les réfugiés congolais chassés par des affrontements tribaux

dans le nord-ouest de la RDC et accueillis dans le camp de Zemio ; les réfugiés soudanais qui ont fui la violence dans la région du Darfour et qui sont à présent hébergés dans le camp de Pladama Ouaka, à proximité de la ville de Bambari.

Chiffres prévisionnels

Type de population	Origine	Janv. 2015		Déc. 2015	
		Total dans le pays	Nb personnes assistées par le HCR	Total dans le pays	Nb personnes assistées par le HCR
Réfugiés	Rép. dém. du Congo	4 740	4 740	5 320	5 320
	Soudan	5 560	5 560	5 730	5 730
	Pays divers	720	720	1 150	1 150
Demandeurs d'asile	Tchad	690	150	350	60
	Rép. dém. du Congo	1 160	910	580	460
	Pays divers	510	90	260	130
Réfugiés rapatriés durant l'année	Rép. centrafricaine.	-	-	25 000	25 000
Déplacés internes	Rép. centrafricaine	500 000	300 000	300 000	180 000
Déplacés internes rentrés durant l'année	Rép. centrafricaine	300 000	180 000	200 000	120 000
Total		813 380	492 180	538 370	337 830

| Réponse |

Besoins et stratégies

Le HCR, en étroite collaboration avec ses homologues gouvernementaux et ses partenaires, continuera d'offrir une assistance multisectorielle et des solutions durables aux réfugiés vivant en milieu rural et urbain en 2015. Les effets possibles de la crise en cours sur les besoins de protection et d'assistance des réfugiés seront suivis de près. Les interventions visant à promouvoir un système national de détermination du statut et les discussions

avec les autorités au sujet des possibilités d'intégration sur place reprendront lorsque le pays aura retrouvé une stabilité politique et que les structures administratives compétentes fonctionneront normalement.

En 2015, les principaux défis consisteront toujours à répondre aux besoins de protection et d'assistance de la population déplacée. Le HCR continuera de s'engager

auprès des déplacés et sera co-chef de file des modules de la protection, des abris/articles non alimentaires, ainsi que de la coordination des camps et de la gestion des camps (CCCM).

Alors que l'arrivée et le déploiement des forces internationales de maintien de la paix devraient stabiliser le pays dans une certaine mesure et encourager les déplacés internes à regagner leur région d'origine,

la tension et l'instabilité persistantes ne faciliteront pas la tâche des autorités nationales pour atteindre leurs objectifs, concernant le contrôle intégral du pays et la décentralisation des services d'assistance. Le HCR et ses partenaires joueront un rôle important en surveillant la situation de protection des déplacés et des populations de retour. Dans les zones les plus touchées, les personnes vulnérables recevront un appui dans le secteur des abris ainsi que des articles ménagers.

Objectifs et cibles prioritaires en 2015

Le tableau suivant illustre par des exemples quelques-unes des principales activités prévues en 2015.

À l'aide d'une sélection d'objectifs, issus des plans du HCR pour le programme de l'exercice 2014-2015, ce tableau est destiné à illustrer :

- ce qui a été prévu (**Activités prévues**) – lors du processus de planification et de hiérarchisation consécutif à l'évaluation des besoins globaux – pour des groupes particuliers relevant de la compétence du HCR ;
- les besoins identifiés qui peuvent être couverts moyennant l'intégralité et la flexibilité du financement (**Cible globale en 2015**) ;
- les besoins qui ne seront peut-être pas pris en charge si les fonds mis à disposition sont inférieurs au budget approuvé par le Comité exécutif (**Écart potentiel**). L'estimation de l'écart potentiel est fondée sur l'évaluation par l'opération dans le pays de l'impact probable d'un manque de financement global. Les calculs sont basés sur divers critères, notamment le contexte, les priorités stratégiques et les ressources

qui ont été mises à disposition les années précédentes pour les différents domaines d'activité.

Les activités concernant les objectifs relatifs à la protection de l'enfance (y compris la détermination de l'intérêt supérieur), à l'éducation et à l'action contre la violence sexuelle et sexiste (prévention et réponse), relèvent de domaines fondamentaux, considérés comme prioritaires lors de l'allocation des fonds (**Domaine prioritaire**). Afin d'être en mesure d'allouer les fonds avec souplesse, le HCR invite ses donateurs à verser des contributions non affectées.

Il convient de préciser que dans certains cas, l'impossibilité d'atteindre les cibles relatives à l'exécution d'activités ou à la prestation de services n'est pas due à un financement insuffisant mais à d'autres causes, par exemple le manque d'accès aux personnes relevant de la compétence du HCR, la non-déclaration des cas, l'évolution de la situation, les problèmes de sécurité, le manque de moyens pour exécuter la totalité des programmes planifiés, etc. Le Rapport global 2015 expliquera, le cas échéant, les raisons pour lesquelles telle ou telle cible n'a pas été atteinte.

Activités prévues	Personnes relevant de la compétence du HCR	Cible globale en 2015	Écart potentiel
BESOINS DE BASE ET SERVICES ESSENTIELS			
La population bénéficie d'un accès optimal à l'éducation			
L'environnement social et politique de la RCA est toujours préoccupant, en raison des vagues récurrentes de troubles qui empêchent de mener des interventions durables d'autonomisation des réfugiés. Par conséquent, les réfugiés ont toujours besoin de l'aide du HCR pour assurer l'instruction de leurs enfants. L'Organisation continuera de dispenser un enseignement primaire en s'efforçant de toucher l'ensemble des enfants réfugiés dans les deux camps et offrira une aide ciblée à la scolarisation dans le cycle secondaire.			
Nombre d'enfants scolarisés dans le primaire	Réfugiés et demandeurs d'asile en milieu rural	2 528	Domaine prioritaire
Nombre d'élèves scolarisés dans le premier cycle de l'enseignement secondaire	Réfugiés et demandeurs d'asile en milieu urbain	200	150

Activités prévues	Personnes relevant de la compétence du HCR	Cible globale en 2015	Écart potentiel
La population dispose d'une quantité suffisante d'articles ménagers et de première nécessité			
La crise en RCA a déplacé des milliers de personnes et aggravé une situation humanitaire déjà difficile. Les besoins les plus urgents ont trait aux articles ménagers et aux produits de première nécessité. En 2015, le HCR continuera à fournir des articles de première nécessité aux réfugiés, en ciblant tous les ménages dans les deux camps. L'Organisation entend également fournir des articles de ce type aux déplacés internes les plus vulnérables et aux déplacés qui regagnent leur région d'origine.			
Nombre de ménages recevant des articles de première nécessité	Réfugiés et demandeurs d'asile en milieu rural	1 825	Aucun écart
	Déplacés internes	60 000	40 000
Abris et infrastructures construits, améliorés et entretenus			
L'un des effets les plus dramatiques de la crise en RCA a été la destruction des logements et des biens, des villages entiers et plus de 30 000 maisons ayant été réduits en cendre. Le HCR soutiendra la remise en état sommaire de ces maisons et offrira une aide dans le secteur des abris aux déplacés internes les plus vulnérables, aux déplacés de retour dans leur localité et aux ménages de réfugiés vulnérables.			
Nombre de lots d'outils et de matériaux fournis pour l'entretien des abris	Réfugiés et demandeurs d'asile en milieu rural	500	200
	Déplacés internes	15 000	10 000
SÉCURITÉ FACE À LA VIOLENCE ET À L'EXPLOITATION			
Risque de violence sexuelle et sexiste (VSS) réduit et qualité de la réponse améliorée			
La dégradation de la situation sécuritaire a été accompagnée d'atteintes aux droits fondamentaux, dont de nombreuses violences sexuelles et sexistes. Le HCR prendra des mesures préventives et correctives, en offrant une aide juridique aux victimes de VSS. La réponse consistera notamment à mettre sur pied, dans les deux camps, des comités chargés de sensibiliser la communauté à la problématique de la VSS et d'orienter les victimes sur les services d'accompagnement et d'assistance adéquats.			
Nombre de comités/ groupes communautaires chargés de la prévention et de la réponse en matière de VSS	Réfugiés et demandeurs d'asile en milieu rural	2	Domaine prioritaire
Nombre d'incidents déclarés de VSS pour lesquels les victimes bénéficient d'un accompagnement psychosocial	Déplacés internes	200	Domaine prioritaire
Protection contre les effets des conflits armés renforcée			
Le suivi de la protection, en plus de la protection par la présence, est un domaine clé d'intervention en RCA, compte tenu de l'ampleur des violations des droits de l'homme, de la désorganisation totale de la vie du pays et des destructions massives de biens. Des milliers d'incidents se sont produits dans 10 des 16 préfectures du pays. Le HCR et ses partenaires renforceront le réseau de suivi de la protection dans 8 des 16 préfectures.			
Nombre de missions de suivi entreprises et enregistrées	Déplacés internes	100	40

| Mise en œuvre |

Coordination

Le HCR travaillera en étroite coordination avec les autorités centrafricaines et poursuivra son partenariat stratégique avec la Commission nationale pour les réfugiés afin de protéger à la fois les réfugiés et les déplacés internes. La fourniture de l'aide multisectorielle par les partenaires nationaux et internationaux fera l'objet d'une coordination étroite avec tous les intervenants concernés.

Sous la direction générale du Coordonnateur humanitaire, le HCR assume la fonction de chef de file du module de CCCM, dont l'OIM est cofacilitateur ; du module des abris/articles non alimentaires, dont l'Agence d'Aide à la Coopération technique et au Développement (ACTED) est cofacilitateur ; et du module de la protection, dont le Conseil danois pour les réfugiés est cofacilitateur. Le HCR assurera également une coordination étroite avec ses homologues au sein de la MINUSCA, et en particulier avec l'unité chargée de la protection des civils.

Partenaires

Partenaires d'exécution

Organismes gouvernementaux :

Commission nationale pour les réfugiés

ONG :

ACTED, Centre de Support en Santé Internationale, COOPI - *Cooperazione Internazionale*, Conseil danois pour les réfugiés, Conseil norvégien pour les réfugiés, Croix-Rouge centrafricaine, *International Emergency and Development Aid*, *International Medical Corps*, *Mercy Corps*, Première Urgence - Aide Médicale Internationale, *Search for Common Ground*, Services de secours catholiques

Autres :

VNU

Partenaires opérationnels

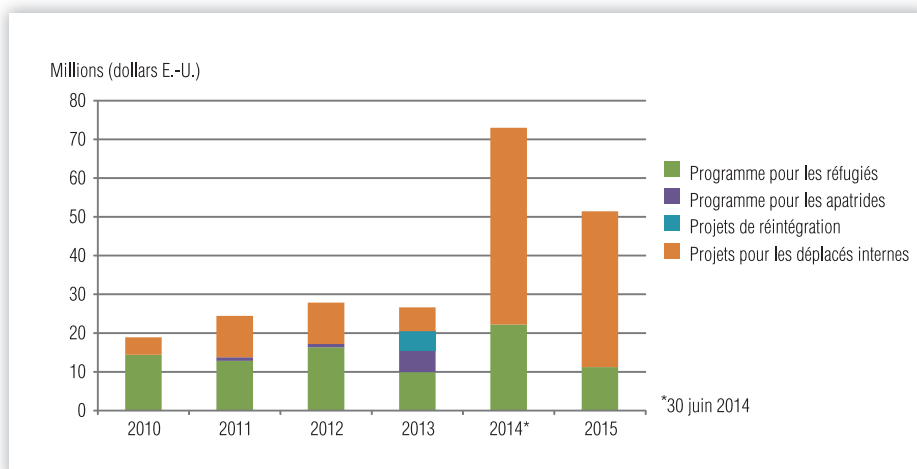
ONUSIDA, PAM

| Informations financières |

Les besoins financiers pour l'opération du HCR en République centrafricaine ont très sensiblement augmenté depuis 2011, en raison de l'afflux de réfugiés congolais et de la forte croissance de la population déplacée à l'intérieur du pays depuis la fin de l'année 2013.

Le budget, chiffré à 18,9 millions de dollars E.-U. en 2010, a progressivement augmenté pour atteindre 26,6 millions en 2013. Le conflit récent et la prise en charge des besoins des déplacés internes ont entraîné une hausse du budget 2014 initialement approuvé par le Comité exécutif : les besoins ont atteint 73 millions de dollars E.-U. en juin 2014. Les besoins financiers ont été fixés à 51,4 millions en 2015 ; cependant, une révision s'avèrera peut-être nécessaire en cours d'année.

Budget pour la République centrafricaine | 2010–2015



Budget 2015 pour la République centrafricaine | dollars E.-U.

Répartition budgétaire	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Budget révisé 2014 (30 juin 2014)	22 214 177	50 780 995	72 995 171
Environnement de protection favorable			
Droit et politique générale	0	684 796	684 796
Institutions administratives et pratiques	357 376	586 518	943 894
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	0	521 518	521 518
Sous-total	357 376	1 792 832	2 150 208
Processus de protection et documents adéquats			
Enregistrement et établissement de profils	386 531	1 396 518	1 783 050
Procédures de détermination du statut	311 143	0	311 143
Documents individuels	327 687	0	327 687
Enregistrement et document d'état civil	305 141	416 518	721 660
Sous-total	1 330 503	1 813 037	3 143 540
Sécurité face à la violence et à l'exploitation			
Protection contre les conséquences du conflit armé	0	5 436 278	5 436 278
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	747 218	3 129 555	3 876 773
Protection des enfants	206 843	743 241	950 084
Sous-total	954 061	9 309 075	10 263 136
Besoins de base et services essentiels			
Santé	796 948	0	796 948
Santé procréative et services liés au VIH	723 063	1 596 314	2 319 377
Sécurité alimentaire	165 687	0	165 687
Eau	415 987	0	415 987
Assainissement et hygiène	231 687	0	231 687
Abris et infrastructure	316 373	8 291 913	8 608 287
Articles ménagers et articles de base	640 866	5 878 381	6 519 247
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	516 531	0	516 531
Éducation	1 136 583	0	1 136 583
Sous-total	4 943 724	15 766 608	20 710 332
Autonomisation et autogestion communautaires			
Mobilisation communautaire	312 141	416 518	728 660
Coexistence avec les communautés locales	0	3 443 037	3 443 037
Autosuffisance et moyens d'existence	892 128	0	892 128
Sous-total	1 204 270	3 859 555	5 063 825
Solutions durables			
Retour volontaire	825 452	0	825 452
Réintégration	0	2 496 518	2 496 518
Intégration	271 391	0	271 391
Réinstallation	141 391	0	141 391
Sous-total	1 238 233	2 496 518	3 734 751
Direction, coordination et partenariats			
Coordination et partenariats	0	1 418 037	1 418 037
Gestion et coordination des camps	0	1 696 518	1 696 518
Sous-total	0	3 114 555	3 114 555
Appui à la logistique et aux opérations			
Logistique et chaîne d'approvisionnement	602 517	893 037	1 495 553
Gestion des opérations, coordination et appui	573 673	1 166 314	1 739 987
Sous-total	1 176 189	2 059 351	3 235 540
Budget total 2015	11 204 357	40 211 532	51 415 889